

Brochure n° 3130

**Convention collective nationale**

IDCC : 1607. – **INDUSTRIES DES JEUX, JOUETS,  
ARTICLES DE FÊTES ET ORNEMENTS DE NOËL,  
ARTICLES DE PUÉRICULTURE ET VOITURES D'ENFANTS,  
MODÉLISME ET INDUSTRIES CONNEXES**

---

**AVENANT N° 36 DU 10 SEPTEMBRE 2009  
RELATIF AU CONTRAT DE PROFESSIONNALISATION**

NOR : *ASET0951245M*

IDCC : *1607*

---

Entre :

La FJP,

D'une part, et

La CSFV CFTC ;

La FG CGT-FO ;

La FGMM CFDT ;

La FCMTM CFE-CGC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Le présent avenant remplace et annule l'avenant n° 29 du 27 septembre 2007 et modifie l'article 6 de l'avenant n° 23 du 9 novembre 2004.

**Article 1<sup>er</sup>**

Le troisième alinéa de l'article 6 « Contrat de professionnalisation » est modifié comme suit :

« Lorsque le contrat de professionnalisation est à durée déterminée, il est conclu pour une durée de 6 à 24 mois.

Lorsque le contrat est à durée indéterminée ou à durée déterminée de 24 mois, la durée de professionnalisation durant laquelle sont mises en œuvre les actions de professionnalisation visées ci-dessous est comprise entre 6 et 24 mois.

Pour tous les demandeurs d'emploi, sortis du système éducatif sans qualification professionnelle reconnue, c'est-à-dire avec un niveau inférieur au baccalauréat, cette durée pourra être portée à 24 mois.

Il en est de même pour tous les demandeurs d'emploi :

- titulaires d'un baccalauréat ;
- ou pour ceux n'ayant pas achevé un second cycle de l'enseignement secondaire et qui ne sont pas titulaires d'un diplôme de l'enseignement technologique ou professionnel ;
- ou pour ceux qui visent des formations diplômantes.

Dans tous les cas la durée de formation est comprise entre 15 % et 25 % de la durée du contrat ou de l'action de professionnalisation avec un minimum de 150 heures et sans pouvoir excéder 1 200 heures. »

## **Article 2**

### *Date d'effet*

Il entrera en vigueur le lendemain de son dépôt auprès de l'administration avec une date d'effet au plus tard le 2 novembre 2009.

Il sera déposé à la direction générale du travail et au secrétariat-greffe du conseil des prud'hommes, conformément aux articles L. 2231-6 et D. 2231-2 du code du travail.

Fait à Paris, le 10 septembre 2009.

(Suivent les signatures.)